

UNE CRISE EXEMPLAIRE : LA MALADIE DE LA VACHE FOLLE

Gilbert Rullière

Le 20 mars 1996, le gouvernement britannique annonçait spectaculairement et solennellement que l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) connue sous le nom de la maladie dite «de la vache folle» pouvait éventuellement être transmise à l'homme sous le couvert de cette maladie mortelle et décrite depuis longtemps par Creutzfeld et Jacob. Par la même occasion, le ministre britannique de la Santé se déclarait «prêt à abattre la totalité du cheptel bovin, soit plus de 2 millions de bêtes, si du moins c'était «l'avis» des scientifiques».

En dehors des cercles gouvernementaux et des milieux scientifiques, cette déclaration frappa de stupeur l'opinion publique, peu préparée à entendre que la consommation de viande de bœuf pouvait mettre en péril la santé publique. Sa réaction ne se fit pas attendre: dans les jours qui suivirent l'annonce, les achats de viande ont chuté d'environ 15%; ultérieurement, la baisse se révèle durable pour se situer autour de 40% en France.

Dans un second temps, cette même opinion s' st interrogée sur les raisons pour lesquelles elle n'avait pas été informée beaucoup plus tôt de cette nouvelle maladie ou encore pourquoi le gouvernement britannique a subitement éprouvé un besoin de transparence. Se posant ces questions, elle n'a pas mis longtemps pour supposer que la vérité lui avait été dissimulée et que la responsabilité de cette crise très grave devait vraisemblablement provenir de l'action des pouvoirs publics. Pour elle, ceux-ci n'ont peut-être pas pris en temps utile les dispositions qui s'imposaient pour empêcher l'épizootie provoquée par une protéine infectieuse.

LE PARTAGE DES RESPONSABILITÉS.

Dès le lendemain de l'annonce du 22 mars 1996, l'opinion publique très impressionnée par la gravité de la crise de la vache folle s' st posée deux sortes de questions : d'une part, elle s' st demandé pourquoi et comment l'information lui a été cachée aussi longtemps et

**La chute folle des
achats de viande
de bœuf se révèle
durable.**

■
**On refuse
d'écouter les
scientifiques
ayant lancé des
cris d'alarme.**

d'autre part pourquoi le gouvernement s'est brusquement résolu à révéler tant au public qu'aux autres pays européens la possible transmission à l'homme de la maladie de la vache folle.

Lorsque débuta à la fin de l'année 1986 l'épidémie dite «de la vache folle» qui allait contaminer près de 150 000 bovins dans plus de 33 000 troupeaux et provoquer l'abattage de plusieurs centaines de milliers d'animaux, la réaction du gouvernement britannique consiste seulement à prendre quelques mesures de prévention (indemnisation des éleveurs pour les bêtes malades éliminées). En revanche, il refusa d'écouter les quelques scientifiques (comme R. Lacey) qui, à la même date, ont lancé des cris d'alarme et des avertissements pour signaler que cette maladie animale pouvait se transmettre à l'espèce humaine par la voie alimentaire ; en même temps, ils n'ont pas hésité à prédire que l'épidémie pourrait s'étendre à un point tel que les troupeaux devraient probablement être abattus dans leur totalité pour l'éradiquer. Face à la position de ces quelques scientifiques, le gouvernement, fort des certitudes médicales du moment (non franchissement de la barrière d'espèce) a fait savoir fermement à l'opinion publique que cette maladie ne faisait courir aucun risque à la santé publique. Le doute n'est pas permis puisque cette maladie d'origine animale ne se transmet pas à l'homme : la maladie de la vache folle n'affectera que le bétail bovin et lui seul. En conséquence, en l'absence de tout doute sur la non transmissibilité de la maladie, le gouvernement s'est donc borné à prendre quelques mesures dites de prévention, consistant notamment à indemniser les éleveurs pour les bêtes malades à éliminer. En donnant la priorité à la lutte contre l'extension de la maladie, le gouvernement oublia délibérément d'imposer des mesures relevant du principe de précaution et de santé publique : abattage des animaux dont la mère est atteinte de l'ESB, interdiction de commercialiser des animaux vivants ou des carcasses provenant d'un troupeau infecté (avec la mise en place d'un système sûr de suivi des bêtes), création d'un réseau de surveillance épidémiologique, interdiction d'alimenter les ruminants avec des farines animales ou industrielles. Il faut convenir qu'avec l'hypothèse de non transmissibilité, ces dernières mesures n'ont pas connu un début d'application très rapide, tant en Grande Bretagne que dans les pays de l'Union européenne.

■
**Des mesures de
précaution
influencées par
l'hypothèse de la
non-
transmissibilité à
l'homme.**

FARINES ANIMALES

Après l'apparition en 1986 des premiers cas de maladie de la vache folle en Angleterre, une enquête épidémiologique diligentée par le gouvernement britannique devait désigner les farines animales comme vecteur d'une épizootie sans précédent. Compléments alimentaires de la ration de nourriture, fabriqués en usines à partir de déchets de

divers animaux sains ou malades (bovins, moutons, ovins, porcs, volailles) rachetés aux abattoirs et infectés par l'ESB, comme cinquième quartier, graisse, os, abats, plumes, etc. Cette matière première était hachée, broyée, cuite et séchée, puis mélangée à la graine de soja; elle est transformée ainsi en farine animale hautement énergétique car bourrée de protéines, réintroduite, pratiquement sans contrôle, dans la chaîne alimentaire.

Deux circonstances vont contribuer à l'explosion et à la diffusion de la maladie de l'ESB. D'une part, à compter du début des années 80, les industriels n'ont pas hésité à utiliser par exemple des carcasses infectées qui n'étaient pas éliminées mais recyclées en différents produits alimentaires. R. Lacey, biologiste à l'Université de Leeds ajoutait que «les élevages concernés n'étaient ni détruits, ni même clairement répertoriés pas plus bien sûr que les mouvements d'animaux d'un troupeau à l'autre. Pas la moindre initiative, aucune notion d'urgence» (*Le Monde* du 6 Avril 1996). Si de telles pratiques se sont aussi facilement répandues, c'est que personne, les industriels moins que d'autres ne croyait que la maladie pouvait se transmettre à l'homme (ou à d'autres espèces vivantes). Par ailleurs, la même remarque vaut pour le mouton, animal fréquemment victime de la « scrapie », encéphalopathie spongiforme connue depuis deux siècles sous le nom de la « tremblante » et qui semble n'avoir jamais contaminé l'homme. L'absence de risque pour la santé humaine a donc justifié l'utilisation de la viande bovine et ovine, même malade, comme matière première des farines animales d'origine industrielle.

D'autre part, pour que les agents pathogènes soient détruits, les matières premières devaient être cuites à une température de 133 degrés Celsius sous une pression de trois bars. Mais les industriels (c'est-à-dire les équarisseurs) ont estimé que cette méthode de fabrication leur revenait beaucoup trop cher. En conséquence, pour des raisons de rentabilité, ils ont modifié leurs procédés de fabrication afin d'abaisser leurs coûts ; cette tâche leur a été facilitée par le fait que les contrôles (notamment sanitaires) ont été allégés à la suite de la déréglementation thatchérienne. Misant sur la non transmissibilité de la maladie ovine (la « tremblante » ou scrapie) et ignorant, volontairement ou non, que la vache pouvait contaminer l'espèce humaine, les industriels n'ont pas cherché à chauffer suffisamment les détritiques animaux, malades ou non; en même temps, ils ont supprimé un solvant. Ces modifications dans les procédés de fabrication ont conduit à une « inactivation » moins importante des agents pathogènes potentiellement présents dans ces déchets récupérés; leur recyclage et leur dissémination massive dans le cheptel bovin britannique ont été facilités. En mars 1996, le gouvernement britannique a re-

L'utilisation par les industriels de carcasses infectées contribue à la diffusion de la maladie.

Par économie, on laisse persister des agents pathogènes dans les déchets recyclés, et disséminer dans le cheptel bovin.

connu que des farines potentiellement contaminées ont continué, jusqu'à cette date à être incorporées aux compléments protéiques destinés à l'alimentation animale. Évidemment, tant qu'il n'avait pas été prouvé scientifiquement que la vache malade pouvait contaminer l'espèce humaine, les professionnels se sentaient couverts au point de vue juridique.

DÉSINFORMATION ET DYSFONCTIONNEMENTS

Dès qu'il a été confronté à la fin de l'année 1986 à la réalité de l'épidémie, le gouvernement britannique a adopté, presque sur le champ, une attitude tendant à minimiser, voire à ignorer le danger que représentait objectivement cette maladie. Il a également refusé de reconnaître le lien entre les deux maladies pour la simple raison qu'il n'était pas prouvé scientifiquement que la barrière entre espèces avait été franchie entre le bovin et l'homme. Fort de cette argumentation, le gouvernement britannique a pratiqué une authentique politique de désinformation à l'égard de l'opinion publique.

Trois sortes de raisons ont justifié le silence du gouvernement britannique. Tout d'abord, il a voulu éviter de semer la panique chez les consommateurs qui achèteraient moins de viande. Il ne faut pas que la confiance des consommateurs soit entamée à travers des informations dont on pouvait douter au point de vue teneur ou contenu. Ensuite, le gouvernement a entendu ne pas pénaliser les éleveurs et les professionnels pouvant être affectés par la chute de la consommation et par l'abattage du bétail malade. D'ailleurs, il n'oublie pas que les dépenses d'indemnisation ne pourront pas être couvertes par le budget bien longtemps. Enfin, les britanniques craignent que les pays acheteurs comme la France et l'Allemagne suspendent leurs importations de bétail, surtout s'ils apprennent que celui-ci est contaminé.

Bien que protégés par la règle selon laquelle un produit déclaré propre à la consommation par un pays du Marché Commun doit pouvoir être commercialisé sans aucune restriction par leurs partenaires, il n'en demeure pas moins que des partenaires commerciaux comme la France et l'Allemagne ont réagi au nom du principe de précaution et de santé publique. Ainsi, le 7 Juin 1990, le Comité vétérinaire de la Communauté Économique Européenne estime que, en l'état actuel des connaissances, les animaux touchés par l'encéphalopathie bovine spongiforme (ESB) ne sont pas dangereux pour la santé. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, le Portugal et la Belgique décident néanmoins soit de ne plus consommer le boeuf anglais, soit de renforcer les mesures sanitaires sur les viandes en provenance du Royaume Uni. Deux jours après, le 9 juin, les autorités britanniques ayant accepté de renforcer les mesures de contrôle sani-

Une politique de désinformation pratiquée par le gouvernement britannique.

Contre la règle, l'Allemagne et la France invoquent le principe de précaution et de santé publique.

taire, la France, l'Allemagne et l'Italie reprennent leurs importations de bœuf anglais.

En fait, si les britanniques ont autant insisté sur les incertitudes scientifiques relatives à l'hypothèse de non-transmissibilité de l'ESB à l'homme et s'ils ont en conséquence beaucoup atermoyé et caché une très grande partie de la vérité (c'est-à-dire absence de risque pour la santé humaine) à l'opinion publique, c'est qu'ils ont cherché à défendre, au nom du productivisme et du libéralisme, les intérêts économiques de leurs éleveurs et de leurs industriels contre ceux sanitaires de la population. Lors d'un débat aux Communes, le premier ministre n'a pas hésité à déclarer que "l'intérêt de l'industrie du boeuf vaut bien celui que porte la population à la santé". Cette réduction du problème de la crise de la vache folle à ses seuls aspects économiques a retardé, voire empêché que soient prises des mesures de prévention et de protection de la santé publique. Pour l'Allemagne, c'est le doute entretenu par les incertitudes scientifiques qui doit l'emporter sur toute autre considération consistant à rassurer, contre l'évidence, éleveurs, industriels, consommateurs et marchés. En conséquence, sur un dossier auquel l'opinion publique a été sensibilisée, l'Allemagne soutient un point de vue opposé à celui de l'Angleterre. Pour elle, il convient de donner la priorité au respect du consommateur et aux principes fondamentaux de l'hygiène alimentaire. Si elle préconise le blocage de l'accès au consommateur allemand de la viande britannique, c'est que le marché doit obéir à des règles du jeu très strictement formulées en fonction de l'intérêt supérieur du moment (la défense du consommateur) et non pas être abandonné au libre jeu de la concurrence comme le recommandent les britanniques.

Finalement, si l'on se réfère à ce qui s'est passé effectivement entre 1990 et 1996, l'on constate que la Commission européenne chargée du traitement de la crise n'a pas essayé de trancher exclusivement en faveur de l'une (défense du consommateur) ou de l'autre (libéralisme et productivisme), d'autant que les différentes parties les plus atteintes par la crise ne souhaitent pas provoquer une rupture qui aurait pu retarder la création du marché unique. Cette attitude de l'Union Européenne explique les nombreux compromis qui ont pu intervenir à partir de 1980 jusqu'à 1996 entre britanniques et européens : d'une façon générale, les européens ne reprenaient leurs importations que dans la mesure où les britanniques acceptaient de renforcer les contrôles sanitaires. Il s'agit là d'un véritable chantage. Enfin, le 8 février 1996, l'Académie nationale de médecine se prononce pour l'interdiction en France de la consommation des abats prélevés sur de jeunes veaux britanniques de moins de six mois.

La réduction du problème à ses seuls aspects économiques empêche de prendre des mesures de prévention et de protection de la santé publique.

C'est à partir du moment où le gouvernement britannique s'est rendu compte qu'avec l'état d'avancement des travaux sur l'hypothèse de transmissibilité, l'incertitude serait levée et que, par conséquent il devait annoncer à tous un changement d'attitude, ce qui a non seulement surpris mais aussi pris au dépourvu l'opinion publique britannique et européenne ainsi que la Commission européenne. S'il a procédé ainsi, et surtout en présentant le premier ministre comme l'apôtre de la transparence, c'est qu'il entendait préparer le terrain pour affronter ses partenaires européens. En effet, ces derniers pouvaient reprocher à la Grande Bretagne de ne pas avoir cherché à juguler en temps voulu la crise à travers la mise en œuvre au plus vite des mesures préventives jugées indispensables comme par exemple l'exclusion dans les chaînes alimentaires et humaines des tissus et organes risquant de transmettre l'ESB, la mise en conformité des méthodes industrielles de fabrication des farines carnées et l'interdiction de nourrir les ruminants avec les déchets de mammifères. Enfin, il aurait peut-être dû lancer un programme d'éradication systématique ou tout au moins sélectif, sans attendre que l'épidémie s'éteigne d'elle-même.

INCERTITUDES SCIENTIFIQUES ET MEDICALES

Dès que le premier cas de vache folle fut repéré le 25 avril 1985 dans une ferme anglaise de vaches laitières, quelques chercheurs isolés (dont R. Lacey, Professeur de microbiologie à l'Université de Leeds) prirent l'initiative -autant par un sentiment de curiosité que par un pressentiment de la gravité de la maladie- d'étudier les cas rares dont ils avaient pu avoir connaissance. Presque immédiatement, ils ont été amenés à envisager deux hypothèses : d'une part, la maladie peut entraîner une contagion massive ; d'autre part, elle peut être transmise à l'homme.

Devant le nombre des cas de maladie bovine signalés en 1986, les ministères britanniques responsables de la santé et de l'agriculture diligent études et recherches. Les unes et les autres mettent en cause la nourriture des animaux sans se préoccuper par ailleurs des conséquences possibles sur l'homme. Un groupe de travail constitué en 1988, devant la recrudescence des cas déclarés, recommande la destruction des carcasses d'animaux infectés ; à cet effet, le gouvernement propose l'indemnisation à 50% du prix des animaux détruits. Cette mesure ne fut guère suivie d'effet puisqu'elle n'empêchera pas le recyclage des carcasses malades. En outre, éleveurs et industriels britanniques continuent à s'en servir.

Dans un deuxième temps, en 1988, avec le nombre de bovins malades recensés, le gouvernement ne réagit pas davantage : s'appuyant sur un rapport (Comité Southwood) de février 1989, il soutient, contre

L'hypothèse de la transmissibilité à l'homme ne doit pas être exclue estiment les chercheurs.

toute évidence qu'aucune raison ne justifie vraiment la crainte de la maladie (*Dead-end* ou hôte ultime) puisqu'elle ne peut se transmettre ni de vache à vache, ni de vache à veau. En outre, comme la nourriture infectée n'est plus servie depuis juillet 1988, l'épidémie devrait s'arrêter d'elle-même vers 1996 (avec la période assez longue d'incubation). Il ne s'impose plus d'abattre tout ou partie du cheptel bovin et ovin britannique. Quant aux risques en matière sanitaire, ces mêmes autorités ne cherchent pas à s'en tenir au « principe de précaution » ou de protection de la santé humaine. Il n'est pas interdit de consommer de la viande contaminée. De plus, la qualité de la viande n'est pas contrôlée à ce titre.

Malgré les mises en garde répétées et les propos alarmistes des «francs tireurs» scientifiques (R. Lacey et S. Dealler), le gouvernement britannique maintient sa position tant en ce qui concerne la propagation ou la transmission de la maladie. A cet effet, non seulement il pratique une rétention des informations provenant de recherches ou d'études britanniques, mais encore, il ne laisse publier des rapports des groupes d'experts (souvent nommés par lui) que les conclusions qui laissent subsister une grande incertitude voire ambiguïté sur les deux points essentiels de la propagation épidémique et de la transmission à l'homme. Par exemple, les auteurs britanniques d'une publication de la revue *Nature* (datée du 9 Mai 1996) relative à l'extension de l'épidémie d'ici 1999 (vingt mille animaux) ont révélé qu'ils ne possédaient pas jusqu'en 1996 les données exhaustives leur permettant d'apprécier la réalité de la situation et d'établir les prévisions rationnelles quant à l'évolution de la situation épidémique. Ces données tenues pour confidentielles leur ont été communiquées par le laboratoire central vétérinaire. De même, au sujet des dix cas britanniques de MCJ, les scientifiques n'ont pas pu déterminer avec précision si ceux-ci correspondent à une première et inquiétante «bouffée épidémique» ou si, à l'inverse, cette observation résulte du fait que la surveillance épidémiologique est assurée beaucoup plus efficacement en Grande Bretagne que dans les autres pays européens. En effet, les études épidémiologiques exécutées depuis l'apparition de la «vache folle» en Grande Bretagne ne montraient aucune augmentation des cas de MCJ. Mais un tel résultat ne doit être retenu qu'avec suspicion car les spécialistes font valoir que la période d'incubation dure un temps tel que si une transmission était possible, le phénomène ne deviendrait perceptible que dans dix ou vingt ans. Il faut bien convenir qu'une telle incertitude joue en faveur des thèses officielles avancées par le gouvernement britannique : on ne peut rien affirmer, confirmer ou prédire.

Si le gouvernement britannique a joué avec autant d'acharnement des incertitudes scientifiques et médicales, c'est qu'il a privilégié la défense des intérêts économiques du pays aux dépens des exigences de la santé publique. A cette fin, il a constamment cherché à rassurer afin d'éviter que les consommateurs britanniques cèdent à la panique et n'achètent plus la viande de leur pays, que les éleveurs soient ruinés, que les industriels perdent de l'argent et « last but not the least », que les partenaires européens n'importent plus de boeufs et de veaux britanniques. C'est d'ailleurs ce dernier problème celui des achats européens de bovins britanniques qui a constamment préoccupé la Grande Bretagne dès le déclenchement de l'épidémie en 1986. Paradoxalement, les marchés européens représentent pour eux les principaux débouchés de leurs élevages. Ainsi, selon l'Institut français de l'élevage, les importations françaises de viande de boeuf ont atteint en 1995 le niveau record de 110 000 tonnes (pour une consommation intérieure de 6 millions de tonnes), soit une progression de 20% en un an et un quasi doublement au regard de la période 1988-1993. Au cours des dernières années, la France s'est donc approvisionnée de façon massive en Grande Bretagne, délaissant ses autres fournisseurs européens : Allemagne, Pays-Bas ou Irlande. Le marché intérieur français absorbe 30% des exportations britanniques de viande bovine.

Très paradoxalement, cette intensification des exportations a compensé une désaffection des consommateurs britanniques, dans la mesure où s'établit un parallèle entre un recul de la consommation de viandes bovines au Royaume-Uni (chute brutale de 25% en décembre 1995) et la forte présence de vaches et veaux sur les marchés extérieurs. «Les exportations britanniques avaient progressé de 20% dans l'Union européenne en 1994, notamment vers l'Italie, les Pays Bas ou l'Espagne,» relève le document de l'Institut de l'élevage. «En 1995, ces exportations battaient tous les records, augmentant de 46% sur les dix premiers mois de l'année».

Dans ces conditions, dès 1986, il devenait impératif pour la Grande Bretagne et en tout état de cause, que les partenaires européens n'apportent pas des informations contradictoires telles qu'on soit amené à ne plus parler d'incertitudes scientifiques et médicales et que les autorités britanniques soient contraintes de préconiser l'abattage systématique des vaches identifiées comme malades et d'interdire les exportations vers l'Europe communautaire. En conséquence, il convenait d'empêcher que les résultats de ces enquêtes ou études réalisées par des experts souvent nommés par le gouvernement ne soient pas diffusés dans l'opinion publique ou tout au moins d'en atténuer les conséquences ; de même, le ministère britannique de la Santé a exercé des pressions plus ou moins discrètes sur les groupes et labora-

toires de recherche afin que ne circulent pas entre eux ou d'un pays à l'autre des données ou des informations qui auraient permis de mieux connaître l'évolution de la maladie et de lever les incertitudes fondamentales en la matière.

Au sujet de ces incertitudes scientifiques ou médicales, les pays européens n'ont pas manqué de faire remarquer aux britanniques que, de leurs sources de documentations, de leurs observations et de leurs travaux de recherche, on ne pouvait pas déduire que la viande était indemne de toute contamination, tout autant qu'elle pouvait être consommée sans risque ou sans danger pour la santé de l'homme. De même, toujours pour les européens, rien ne permet d'affirmer que l'interdiction des farines animales ou la modification de leur composition (exclusion des déchets d'animaux malades) permettra d'éradiquer la maladie dans l'espèce humaine. Dans ces conditions d'extrême incertitude, aussi bien d'un côté que de l'autre, les pays européens estiment que le doute doit prévaloir et qu'il doit profiter à ceux que les britanniques ont oublié délibérément de prendre en considération, c'est-à-dire les consommateurs. Par conséquent, alors que les britanniques, en niant que l'hypothèse de la contamination n'était pas vérifiée, ont surtout cherché à défendre leurs intérêts économiques (éleveurs, professionnels et exportateurs), les pays européens, surtout l'Allemagne, se sont efforcés d'obtenir des garanties en ce qui concerne la protection de la santé humaine. Le calendrier des négociations, depuis 1988 entre la Grande Bretagne et les pays européens et souvent sous l'égide de la Communauté Économique Européenne, montre que les pays européens se sont surtout battus sur le terrain des mesures à prendre dans le domaine de la santé publique. Ainsi, le 7 juin 1990, le Comité vétérinaire de la Communauté Économique européenne soutient que en "l'état actuel des connaissances" les animaux touchés par l'ESB ne sont pas dangereux pour la santé humaine. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, le Portugal et la Belgique décident néanmoins soit de ne plus consommer de bœuf anglais, soit de renforcer les mesures sanitaires sur les viandes en provenance du Royaume Uni. Le 9 juin 1990, les autorités britanniques, craignant de perdre des débouchés, acceptent de renforcer les mesures de contrôle sanitaire. La France, l'Allemagne et l'Italie reprennent les importations de boeufs britanniques.

A d'autres dates, des compromis sont intervenus entre les Britanniques et les pays européens : ils portaient essentiellement sur les questions relatives à la santé publique et sur les mesures à prévoir pour les protéger. Cependant, il est arrivé un moment où quelques pays européens, très préoccupés par les aspects sanitaires, ont envisagé l'interdiction des importations de viande bovine britannique.

Dans les conditions d'extrême incertitude, le doute doit prévaloir et profiter aux consommateurs.

Avec la multiplication des études, l'hypothèse de la transmissibilité va apparaître de plus en plus vraisemblable.

Le 6 juillet 1994, la France s'est associée à l'Allemagne pour demander cette interdiction ; quelques jours plus tard, les Douze acceptent un compromis visant à interdire les veaux britanniques de plus de six mois. Quelques mois plus tard, en février 1995, plusieurs Länder allemands suspendent les importations de viande bovine en provenance de Grande Bretagne. Enfin, juste avant l'annonce du 20 mars 1996, l'Académie nationale de médecine se prononce pour l'interdiction en France de la consommation des achats prélevés sur les jeunes veaux de moins de six mois d'origine britannique.

Avec la multiplication des études, recherches et expertises tant du côté britannique que communautaire, l'hypothèse de la transmissibilité va apparaître de plus en plus vraisemblable. Comme beaucoup de ces travaux lui ont été communiqués, le gouvernement britannique prend conscience à la fin de l'année 1995 que, d'un jour à l'autre il va être confronté à un scandale pour ne pas avoir révélé à l'opinion publique, depuis le début, la gravité de la crise de la vache folle, de lui avoir diffusé des informations biaisées ou incomplètes et enfin de ne pas avoir appliqué les contrôles décidés par lui avec retard, etc. Pour annoncer la crise, le gouvernement britannique va saisir l'occasion qui se présente à lui sous la forme d'un rapport -destiné à être publié dans l'hebdomadaire médical britannique *Lancet* - d'un groupe de chercheurs médicaux qui ont établi un lien possible entre l'ESB et la MCJ. Au mois d'octobre 1996, dans un article de la revue *Nature*, le Professeur J. Collinge, par ses travaux de biologie moléculaire apporta la preuve directe tant attendue de la transmissibilité. A cet effet, il fit appel à une technique qui permet d'identifier la signature biochimique des protéines pathologiques impliquées dans la maladie de MCJ.

Le Royaume Uni et les pays européens se sont alors engagés dans un processus complexe de négociation aux péripéties les plus diverses. A l'annonce du 20 mars 1996, la France prononça l'embargo sur les produits bovins britanniques. Plusieurs fois, la Grande Bretagne essaya de faire lever cet embargo. En même temps, elle se déclarait prête à abattre le bétail malade dans la mesure où l'embargo ne serait pas maintenu. Inversement, la Grande Bretagne a obtenu le versement d'indemnités pour le bétail abattu. De leurs côtés, les éleveurs et les industriels de la viande, surtout français, ont obtenu de très larges compensations tant de l'union européenne que du gouvernement français. De toutes façons, l'opinion publique s'est émue des sommes considérables qui ont été versées pour l'indemnisation des uns et des autres.

LA CONTRAINTE PRODUCTIVISTE : ELEVAGE INTENSIF ET ABAISSEMENT DES COÛTS

Depuis le début de la révolution industrielle, au milieu du XVIII^e siècle, on a pris très vite conscience, notamment en Grande Bretagne, qu'il convenait d'approvisionner les travailleurs du secteur industriel en denrées alimentaires peu chères. Il s'agissait d'éviter une hausse des salaires industriels, hausse qui se serait répercutée sur le niveau des prix industriels et aurait gêné les exportations industrielles. Cet objectif a été atteint grâce à la révolution agricole qui a précédé la révolution industrielle. Entre une réforme foncière et agraire (reconnaissance du droit de propriété individuelle sur des parcelles communales) et l'introduction de nouvelles variétés végétales à haut rendement et de nouvelles pratiques culturales (assolement), la production d'herbages destinés à l'alimentation d'animaux s'est fortement intensifiée. De la sorte, la Grande Bretagne a pu éviter que le prix des subsistances ou des denrées alimentaires n'augmente pas trop, de telle façon que salaires et prix industriels soient maintenus à un niveau relativement bas. Grâce à cette politique agricole, la Grande Bretagne a pu acquérir une avance considérable sur le plan de la concurrence internationale, notamment par rapport aux pays européens continentaux (France, Allemagne plus particulièrement) ou d'ailleurs la Révolution industrielle a démarré plus tardivement.

Par la suite, la Grande Bretagne s'est servi de cet avantage initial en matière de prix industriels pour instaurer un système de contreparties très favorables pour elle : elle exportait des produits industriels à prix concurrentiels dans de lointains pays agricoles, souvent colonisés. Ces derniers, pour payer leurs importations industrielles exportaient en contrepartie céréales (Canada, Argentine) ou produits animaux (Nouvelle Zélande, Australie) à bas prix. Ce système qui a fonctionné avantageusement depuis les années 1820 explique la campagne de certains libéraux britanniques en faveur du libre échange : grâce à ce dernier, la Grande Bretagne a pu assurer à ses produits industriels des débouchés extérieurs sur une longue période, tout en préservant l'indépendance alimentaire à travers un approvisionnement à bon compte. En même temps, son agriculture, confrontée à la concurrence extérieure, a été, en quelque sorte, contrainte à se moderniser à travers une compression des coûts de revient fondée sur un jeu permanent d'innovations (sélection animale par exemple) et sur l'application de techniques d'accroissement des rendements.

En évitant que le
prix des
subsistances
augmente trop, la
Grande Bretagne
a pu maintenir
salaires et prix
industriels à un
niveau bas, et
l'emporter sur la
concurrence des
pays
continentaux.

Dans une moindre mesure, l'Allemagne s'est également appuyée sur ce modèle, à quelques nuances près. Ainsi, elle n'a pas aboli les droits de douane comme en Grande Bretagne, elle les a seulement abaissés : en effet, elle a importé des produits alimentaires également à bas prix ; mais elle les a taxés à l'entrée pour les aligner sur les prix intérieurs. De cette façon, elle protégeait son agriculture et en même temps grâce aux recettes procurées par les droits de douane, elle facilitait la survie des exploitations familiales et garantissait ainsi l'indépendance alimentaire du pays.

Quant à la France, le problème de l'approvisionnement en denrées alimentaires au prix le plus bas possible n'a pas été résolu comme en Grande Bretagne ou en Allemagne. En effet, au milieu du XVIII^e siècle s'est mis en place une structure agricole très originale, entretenant d'ailleurs avec l'industrie des rapports très particuliers et avantageux pour cette dernière. En dehors des grandes unités céréalières du Nord et du Bassin parisien, l'agriculture française était dominée par un ensemble de petites exploitations familiales associant souvent polyculture et élevage (quelques têtes de bétail et vivant dans leur majorité en autosuffisance) . Cependant, comme l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie) et légère (textile notamment) étaient très dispersées à travers le territoire, les exploitations familiales disposaient d'un marché très proche pour les produits qu'elles cherchaient à écouler. En outre, une grande partie de la main-d'œuvre industrielle appartenait à une exploitation proche de l'usine ; à ce titre, elle donnait un peu de son temps soit pour entretenir un jardin fournissant ainsi à bon compte des légumes, des fruits et des volailles, soit pour exécuter en complément les travaux pressants (récoltes). Avec un tel apport, symbolisé par l'expression d'ouvriers paysans, l'industrie était approvisionnée en denrées alimentaires peu coûteuses, de sorte que les salaires tirés par le bas ne pesaient pas tellement sur les prix industriels. L'industrie se trouvait en mesure de résister aux chocs de la concurrence extérieure. Cependant, il est arrivé un moment, à la fin du XIX^e siècle, où la structure agricole française a pu être menacée par l'invasion de produits agricoles étrangers à bas prix, en provenance de l'Europe de l'Est ou de contrées plus lointaines (Australie, Argentine, Nouvelle Zélande, etc). Pour sauver cette structure agricole menacée, les lois Méline (année 1890) ont protégé l'agriculture et par là même l'industrie. Le développement de l'agriculture et celui de l'industrie étaient associés à travers l'offre et les prix alimentaires. Au point de vue social, on peut observer une interpénétration des deux activités marquées par ailleurs par un certain degré de stabilité.

En France, la structure agricole, les exploitations familiales associant polyculture et élevage, la dispersion des industries et les "jardins ouvriers", concouraient à maintenir un approvisionnement peu coûteux des ouvriers.

Une telle structure a subsisté jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. A partir de 1945, les agriculteurs vont être incités à se lancer dans une politique d'expansion de la production agricole afin de lutter contre la pénurie alimentaire, génératrice d'inflation. Cette influence perturbatrice de l'agriculture s'observait à travers une spirale infernale : hausse des prix alimentaires, hausse des salaires industriels, hausse des prix industriels et ainsi de suite. Dans les années 50 et 60, c'est au prix de la viande de bœuf qu'il reviendra de jouer ce rôle inflationniste. Pour lutter contre l'inflation, la solution qu'il convenait de préconiser consistait à accroître les rendements. Cette dernière tendance s'est ensuite imposée afin que soit libéré du pouvoir d'achat à affecter au logement, aux loisirs ou à la santé. En quelque sorte, le relèvement systématique de la productivité agricole poursuivait comme objectif un abaissement des prix agricoles.

Cet effort d'intensification, appelé productivisme, ne s'est jamais interrompu à travers l'application de méthodes intensives (engrais, traitements anti-parasitaires, etc). Dans le cas de la production animale, le relèvement de la productivité et surtout l'abaissement des coûts ne peuvent pas ignorer les spécificités de l'élevage bovin. En effet, il ne faut pas oublier que la prise de poids de l'animal obéit à la loi des rendements décroissants : il doit être tué à vingt mois, car, après cette date, l'animal prend peu de poids, avec une dépense tout aussi élevée. Dans ces conditions, il faut parvenir à ce que l'animal prenne le plus possible de poids le plus rapidement possible.

Ne pouvant pas compter sur des substances nouvelles (hormones, beta-agonistes) pouvant favoriser la croissance, mais interdites par l'Union européenne, en raison des risques courus par la santé humaine, les éleveurs ont dû se rabattre sur l'alimentation animale. Pour que les bêtes engrassent vite et beaucoup, il n'existe pas d'autres moyens que d'enrichir l'alimentation animale. Une telle opération suppose que l'on puisse concilier deux difficultés, l'une technique et l'autre financière. Au point de vue technique, les matières de base composant l'aliment destiné au bétail ne manquaient pas avec les céréales, les tourteaux de soja et de maïs, les résidus de maïs, les pulpes, les oléagineux (pois, fèves, colza, le maïs ensilage spécialité de la Bretagne). Mais avec le temps, et en dehors de la question du coût, ces différentes matières ne suffisaient pas pour couvrir les besoins liés aux élevages industriels des autres animaux (porcs, volailles). Par ailleurs, certaines de ces matières étaient vendues à un prix beaucoup trop élevé parce que garanti (cas des céréales) pour que le coût de l'aliment puisse baisser. Pour obtenir cette réduction du prix de revient, les industriels de l'alimentation animale ont tout simplement cherché à se servir de matières inutilisables par ailleurs. Ainsi est née

Pour réduire le coût de l'alimentation animale, les industries ont cherché à se servir de matières inutilisables par ailleurs.

une innovation qui a consisté à fabriquer des aliments pour le bétail avec les déchets d'animaux morts mais souvent malades. Evidemment, avec les méthodes industrielles de fabrication (cuisson à haute température), les industriels ont estimé qu'ils ne faisaient courir aucun risque à la santé humaine. Quelques années plus tard, en 1985, un fermier anglais observait avec son vétérinaire une vache dont la maladie était inconnue de tous les spécialistes. Et ainsi, il l'a qualifiée de «folle» (Mad cow), faute de pouvoir caractériser la maladie.

Gilbert Rullière

Professeur honoraire à l'Université de Lyon
68, montée de l'Observatoire
69009 Lyon